

# LE JOUR

D'ALGERIE

Tentatives d'attentats à Béjaïa

## Deux bombes désamorçées à Remila

Page 24

V o t r e q u o t i d i e n n a t i o n a l

Quatorzième année - N° 4178 - Dimanche 21 mai 2017 - Prix : 10 DA

Accusations contre un diplomate algérien : l'ambassadeur marocain convoqué

## L'Algérie exige des excuses du Maroc

Page 3

### Massacre à Brak al-Shati

Par Mohamed Habili

**S**i à Abou Dhabi les deux hommes les plus en vue en Libye, à défaut d'être les plus puissants, Fayaz al-Serraj, le chef de file du gouvernement d'entente nationale, et le maréchal Haftar, le commandant de ce qu'on appelle l'Armée nationale libyenne, ont réellement passé un accord, ce que bien des médias semblent tenir pour avéré, le fait est qu'ils se sont gardés jusqu'à présent de révéler en quoi il consistait précisément. Il faut par ailleurs garder à l'esprit que lors de la dernière réunion des pays voisins de la Libye qui s'est tenue à Alger, il y a de cela quelques jours, il n'en a été question ni dans le communiqué final ni dans les déclarations publiques faites par les participants les plus concernés. Il n'en reste pas moins que même dans l'hypothèse où l'accord d'Abou Dhabi ne serait qu'une invention des médias, les deux hommes ont dû convenir au moins d'une chose, leur rencontre à l'endroit indiqué ne faisant quant à elle aucun doute, c'est de faire en sorte que les forces dépendant de l'un et de l'autre n'entrent en collision nulle part en Libye. Si en cela se réduit leur accord d'Abou Dhabi, alors la question se pose de savoir s'il n'a pas volé en éclats avec l'attaque du 18 mai particulièrement meurtrière survenue au sud du pays du fait d'un groupe se nommant la 3<sup>e</sup> Force, censé obéir aux ordres du ministère de la Défense du gouvernement Serraj, contre une unité relevant de l'Armée nationale.

Suite en page 3

Malgré la disponibilité de la poudre

# La crise du lait persiste



Après la pénurie de lait en sachet ayant suscité mécontentement et remous de la part des citoyens, un retour à la normale a eu lieu. Mais depuis quelques jours, à la veille du mois de ramadhan, acheter un sachet de lait redevient un tracas quotidien pour les Algériens. Parfois, c'est dans les grandes villes du pays que la crise se fait le plus ressentir. [Lire page 2](#)

Tourisme et voyages

## La Confédération nationale mise sur pied avant la fin de l'année

Page 4

18<sup>e</sup> Festival culturel européen

## Le jazzman tchèque Emil Viklicky en concert à Alger

Page 13

Malgré la disponibilité de la poudre

# La crise du lait persiste

■ Après la pénurie de lait en sachet ayant suscité mécontentement et remous de la part des citoyens, un retour à la normale a eu lieu. Mais depuis quelques jours, à la veille du mois de ramadhan, acheter un sachet de lait redevient un tracas quotidien pour les Algériens. Parfois, c'est dans les grandes villes du pays que la crise se fait le plus ressentir.

Par Yacine Djadel

Le lait en sachet connaît de nouveau la crise. Un peu partout à travers les plus grandes régions du pays, l'indisponibilité du produit est la même. Le mois sacré du jeûne, à quelques jours de son entame, risque d'arriver sans que les gens puissent consommer de lait, un aliment deux fois plus demandé en cette période. Pour s'assurer avoir au moins deux à trois sachets de lait par jour, il faut se lever très tôt et faire la queue devant l'épicerie du coin, nous a assuré un père de famille habitant Alger. «On ne comprend pas pourquoi il n'y a toujours pas de lait alors que le problème de poudre ne se pose pas...», a déploré Khaled, fonctionnaire à Constantine. «Je vis à côté d'une usine de lait et il arrive que lorsque je vais à l'épicerie pour en acheter, le commerçant me dit qu'il n'y en a plus parce qu'il a tout vendu très tôt le matin», a fait savoir Kader qui vit dans la wilaya de M'sila. Avec tous ces témoignages et le lait en sachet qui se fait de nouveau rare, il est clair que l'incompréhension, mêlée à un ras-le-bol, se soit installée au sein de la population. Ce qui est légitime, puisque des questionnements se posent quant à la cause de ces ruptures périodiques de lait. A plus forte raison qu'elles com-



meuvent à devenir récurrentes ces derniers temps. Du côté des producteurs, les quantités produites par jour sont suffisantes pour approvisionner toute la population. Interrogés, les commerçants disent qu'ils vendent tout ce qu'ils reçoivent des producteurs de lait. Les autorités assurent qu'il n'y a aucune rupture de poudre et que l'Etat continue de subventionner le lait comme il l'a toujours fait. Quelle est alors l'origine de ces crises persistantes qui pénalisent en premier lieu le simple consom-

mateur ?

## Le problème de pénurie de lait en sachet réside dans la distribution

Pour tenter d'obtenir certaines réponses et en savoir un peu plus, on a interrogé un représentant de la société civile et militant des droits des consommateurs. En effet, pour le D Mustapha Zebdi, président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur

et son environnement (Apoc), il est inacceptable qu'en 2017 le consommateur algérien coure après le sachet de lait, alors que le pays a les moyens de s'auto-suffire en la matière, a-t-il fait savoir. «Le lait en sachet pose effectivement un problème réel pour le consommateur algérien.

A ce propos, nous avons contacté l'Office national interprofessionnel du lait (Onil) qui nous a assuré qu'il n'y a vraiment pas de rupture de poudre. Le problème doit se trouver dans la distribution et surtout la politique

de répartition et organisation du marché du lait», a-t-il précisé. Pour ce faire, le responsable de l'Apoc invite les pouvoirs publics à effectuer une enquête en vue de déterminer où réside réellement le problème dans la grande machine de distribution de lait. Sur ce point, il a ajouté que dans certains cas la situation s'explique par la limitation légale de quelques quotas par les usines pour satisfaire la demande générale. Une sorte d'équilibre entre les wilayas. Il donne, à ce sujet, l'exemple de la wilaya d'Oran qui reçoit le lait de Saïda et même de la wilaya de M'sila, où les citoyens locaux ne sont pas satisfaits en demande même si leur usine alimente les régions avoisinantes.

Dans ce contexte, il est évident que la gestion doit être revue. Toutefois, pour le problème de pénurie de lait qui se pose au niveau du territoire national, une transparence s'impose, sans quoi la piste laissant croire au phénomène de la spéculation n'est vraiment pas à écarter, selon le D Zebdi. Pour conclure, ce dernier lance un appel pour dresser un plan national de travail en vue d'encourager la consommation du lait pasteurisé. Ce qui règlera définitivement le problème du lait.

Y. D.

## Air Algérie

# Dispositif spécial pour répondre à la forte demande estivale

Pour faire face à l'habituelle forte demande pour le transport aérien durant la saison estivale, la compagnie Air Algérie va mettre en place, comme chaque année, un dispositif spécial en programmant des vols supplémentaires tout en appliquant des tarifs étudiés pour mieux satisfaire les besoins des voyageurs, a indiqué à l'APS le responsable de la division commerciale d'Air Algérie, Zohir Houaoui. Cette compagnie va ainsi s'appuyer sur sa flotte augmentée à 59 appareils suite à l'acquisition récente de nouveaux avions, et l'ajout d'un avion gros-porteur de type A330 (350 sièges) pour renforcer son offre et son programme d'exploitation durant la période allant du 18 juin au 16 septembre 2017, fait savoir le même responsable. Au total, le nombre de sièges proposés par Air Algérie durant toute la saison estivale sera de 2 455 034 sièges (aller-retour) sur l'ensemble de ses destinations (domestique et à l'international) à raison de 94 509 sièges hebdomadaires offerts, soit une hausse de 1% par rapport à l'été 2016. Pour le réseau domestique, la compagnie prévoit d'injecter 722 722 sièges (27 590 sièges

hebdomadaires), un bond de 9% comparativement à l'été 2016. Concernant la France où se concentre la majorité de la communauté algérienne à l'étranger, la compagnie compte proposer 1 096 264 sièges, en hausse de 2% par rapport à la saison estivale précédente. Pour ce plus important réseau international de la compagnie, cette dernière prévoit de renforcer les lignes existantes notamment vers Paris, Marseille, Toulouse et Nice, avec 12 fréquences supplémentaires par semaine au départ des différents aéroports algériens. Ainsi, 4 vols supplémentaires par semaine seront programmés au départ d'Oran pour arriver à 18 vols par semaine afin de répondre à la forte demande et de faire face à la concurrence (notamment les compagnies françaises) laquelle s'est positionnée sur l'Oranais. Les autres vols supplémentaires seront répartis sur les différentes escales desservies par Air Algérie. Afin d'assurer la phase retour de la communauté algérienne vers la France dans les meilleures conditions, 80 autres vols supplémentaires (14 592 sièges) seront programmés du 20 août au 6 septembre. Quant au reste du réseau international,

plus de 638 000 sièges seront injectés du 18 juin au 16 septembre 2017. Dans ce cadre, la Turquie, destination privilégiée des Algériens durant l'été, bénéficiera de cinq vols supplémentaires pour atteindre 12 vols par semaine à raison de deux vols par jours. Actuellement, la compagnie Air Algérie dessert 43 destinations à l'international recouvrant 26 pays.

## Des tarifs promotionnels en fonction de la disponibilité des sièges et de la rentabilité

Pour mieux répondre aux attentes des voyageurs, Air Algérie a accompagné le renforcement de son programme d'exploitation par une politique de tarifs promotionnels qui prend en considération la disponibilité des sièges et la rentabilité de la compagnie. Dans ce sens, des billets promotionnels ont déjà été mis en vente depuis janvier dernier sous différentes formules (familles, enfants, jeunes, seniors). Ces tarifs peuvent, pour certaines catégories, correspondre jusqu'à 65% du prix ordinaire du billet,

affirme M. Houaoui. «A travers cette politique de tarifs promotionnels, nous souhaitons être à l'écoute de notre clientèle», soutient-il, avançant que la compagnie multiplie ses efforts pour améliorer sa politique de tarifs et être compétitive par rapport aux concurrents tout en préservant sa mission de compagnie publique. Concernant la saison Hadj 2017, qui commencera le 5 août prochain, la compagnie aérienne a programmé 63 vols pour transporter les pèlerins vers les Lieux saints de l'Islam. Le transport des hadjis algériens se fera à partir des aéroports d'Alger, Constantine, Oran, Ouargla et Annaba.

## Développer les nouvelles technologies pour faciliter l'accessibilité aux services

Interrogé sur le paiement électronique des billets de voyage à travers les cartes interbancaires (CIB), introduit par ce transporteur aérien public en octobre dernier, M. Houaoui a observé un accroissement de la demande sur ce service, disponible déjà depuis 2008 mais à travers les cartes internationales

«Visa» et «Mastercard» seulement. «Nous constatons une augmentation du nombre des ventes en ligne des billets. Mais cette opération reste toutefois tributaire de l'activation par les banques des codes internet pour les détenteurs de la carte CIB», souligne ce responsable qui souhaite une accélération de ce processus afin de proposer ce service à tous les détenteurs de cartes CIB. Depuis octobre 2016, une vingtaine de transactions d'achat de billets en ligne sont enregistrées quotidiennement contre une dizaine de transactions avant cette date, selon lui. Selon lui, les détenteurs de ces cartes peuvent même acheter leurs billets en ligne six heures seulement avant le vol contre 24 heures auparavant. En 2016, Air Algérie avait transporté plus de 6,2 millions de voyageurs contre plus de 5,7 millions de voyageurs en 2015, soit une augmentation de près de 9%, et a pu capter près de 58% de son réseau à l'international et près de 60% du réseau France. En 2008, le nombre de ses passagers étaient de 3,5 millions de voyageurs, soit près de la moitié de ceux qu'elle avait transportés en 2016.

Dalil Y/APS



Accusations contre un diplomate algérien : l'ambassadeur marocain convoqué

# L'Algérie exige des excuses du Maroc

■ «L'Algérie est en attente des excuses de la part du Maroc». C'est une injonction de Abdelkader Messahel, ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, faite à l'ambassadeur du royaume du Maroc, Lahcène Adlekhalak, qu'il avait reçu hier en audience à Alger, suite aux accusations proférées par Rabat contre un diplomate algérien.

Par Linda Naili

Après quelques mois d'accalmie, voilà qu'une fois de plus le torchon brûle entre Alger et Rabat. Une fois de plus le ton est monté entre les deux capitales. Cette fois-ci, alors que l'Algérie et le Maroc participent à un séminaire du Comité des Nations unies sur la décolonisation, qui s'est tenu du 16 au 18 mai derniers à Saint-Vincent-les-Grenadines aux Caraïbes, un nouvel épisode vient envenimer la relation diplomatique entre les deux pays. Le sujet de discorde n'est autre qu'une supposée agression d'un diplomate marocain par un diplomate algérien de haut rang, en marge de la tenue dudit séminaire.

A ce propos, et en réponse au tollé soulevé par Rabat ces derniers jours, et faisant suite à la convocation avant-hier du chargé d'affaires de l'ambassade d'Algérie à Rabat par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdelkader Messahel, ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes a convoqué hier, l'ambassadeur du royaume du Maroc, Lahcène Adlekhalak pour lui signifier l'attente d'Alger des excuses de Rabat à la suite de la prétendue agression d'un diplomate marocain par un haut diplomate algérien en marge d'un séminaire du Comité des Nations unies sur la décolonisation, qui s'est tenu du 16 au 18 mai derniers à Saint-Vincent-les-Grenadines aux Caraïbes. Ainsi, corrigeant le scénario marocain, Messahel, preuve à l'appui, dira qu'il s'agit en réalité de «harcèlement» de la part de membres de la délégation marocaine, dont a été victime une jeune diplomate, membre de la délégation algérienne au séminaire, qui, poursuivra-t-il, en raison des «provocations contre la diplomate algérienne ont amené les autorités de



L'ambassadeur du royaume du Maroc, Lahcène Adlekhalak

Saint-Vincent et les Grenadines à lui assurer une protection personnelle rapprochée». Aussi, ne manquera-t-il pas à l'occasion de faire part à l'ambassadeur du Maroc des «vives protestations» de l'Algérie. Aussi, affirmant détenir l'ensemble des éléments d'information relatifs à ce «fâcheux incident», qu'il qualifie d'«inacceptable d'un tel comportement contraire aux règles élémentaires de bienséance et attentant à la courtoisie et aux us et coutumes diplomatiques», Messahel avertira l'ambassadeur marocain «de porter à la connaissance du Secrétaire général de l'ONU les détails de ce fait vérifiables autant auprès des organisateurs que des participants au séminaire».

Pour rappel, en réaction à l'éclatement de cette affaire, qui manifestement n'a d'autre objectif que de porter atteinte à l'ima-

ge de l'Algérie en plein séminaire sur la décolonisation, Abdelaziz Benali Cherif, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, soulignera que cette énième provocation et «accusations contre notre diplomate sont une nouvelle fuite en avant et une illustration du dépit suite aux travers et à l'échec subis par la diplomatie marocaine après le refus du Comité des vingt-quatre de céder à la pression visant à priver le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination». Indiquant que «les hautes autorités onusiennes ont été informées des détails de ce regrettable incident», il estimera que «les accusations proférées contre notre diplomate ne sont rien de plus qu'une piètre mise en scène d'une médiocre pièce de théâtre et une répétition de méthodes et d'un scénario auxquels nous avons été habitués». «La réalité

des faits tels qu'ils se sont déroulés», poursuivra-t-il, «est à l'antipode de la version avancée». «Un membre de la délégation algérienne, une jeune diplomate en l'occurrence, a fait l'objet, depuis le début des travaux du séminaire, d'un harcèlement permanent et a même été victime de tentatives d'agressions de la part d'éléments de la délégation marocaine, ce qui a amené les autorités du pays organisateur à désigner des agents pour assurer sa sécurité».

«Les informations rapportées par des médias marocains et reprises en l'état par certains sites» sur ce sujet «sont des informations inventées, infondées, fausses et mensongères et sans aucun lien avec la réalité», a-t-il encore appuyé.

L. N.

Prévention

## Benghebrit lance le programme «Ecole sans tabac»

La ministre de l'Education nationale, M<sup>me</sup> Nouria Benghebrit a procédé samedi à Constantine au lancement du programme de prévention Ecole sans tabac, depuis l'école primaire Meziani-Cherif, de la ville nouvelle, Ali-Mendjeli. Ce programme, le premier du genre à l'échelle nationale, lancé en présence du P<sup>r</sup> Messaoud Zitouni, coordinateur chargé du Plan national anti-cancer 2015-2019 est «un défi collectif pour prévenir contre le tabac, un facteur à risque pour des multiples cancers», a précisé la ministre, soulignant que l'objectif du programme qui cible les élèves de

la 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> année primaire est «la prévention de la première consommation signalée entre 9 et 10 ans». «L'Ecole sans tabac est un programme de prévention qui axera sur l'information et la sensibilisation des scolarisés à travers une approche pédagogique préalablement arrêtée par des experts» a déclaré la ministre, précisant que l'objectif suprême de ce programme est d'établir «une charte pour une école sans tabac et d'assurer l'adhésion de tous, les personnels de santé des établissements scolaires et les parents d'élèves». Affirmant que son secteur était disposé à accompa-

gner les efforts de l'Etat pour lutter contre le cancer dont le tabac est un vecteur principal, M<sup>me</sup> Benghebrit a souligné que «l'espace scolaire constitue l'endroit propice pour la prévention contre le tabac. Elle a ajouté que les principes de la prévention et la sensibilisation doivent être consolidés davantage en «s'appuyant sur la société civile». De son côté, le P<sup>r</sup> Messaoud Zitouni a indiqué que les expériences, de par le monde, ont démontré que la prévention demeure «la démarche essentielle pour combattre le cancer» mettant en exergue les avancées de certains pays dans leur lutte contre

le cancer à travers des campagnes de sensibilisation intenses, ciblées et étudiées contre les facteurs favorisant les cancers. La ministre de l'Education nationale avait entamé sa visite dans la Ville des ponts en inspectant le chantier de la maison d'accueil pour les malades atteints du cancer de l'association Waha, implantée à la ville Ali-Mendjeli dont la réception est prévue dans 18 mois, selon les explications fournies. M<sup>me</sup> Benghebrit avait également posé la première pierre d'une école primaire à l'unité voisinage (UV) 20 avant d'inspecter le chantier d'une infrastructure sco-

LA QUESTION DU JOUR

### Massacre à Brak al-Shati

suite de la page Une

Laquelle attaque, il faut bien le dire, a été condamnée aussi bien par le GNA que par Martin Köbler, l'envoyé spécial de l'ONU. Aux toutes dernières nouvelles, Fayaz al-Serraj aurait suspendu le ministre de la Défense, ainsi que le commandant du groupe ayant commis l'attaque, en attendant de connaître les conclusions de l'enquête commandée par lui. On aura compris que suspendre n'est pas limoger. Ainsi, si la commission d'enquête installée à cet effet aboutit à la conclusion que le carnage en question n'est en fait qu'une réponse à des actions commises précédemment par les forces de Hafter, le ministre de la Défense et le commandant de la 3<sup>e</sup> Force seront probablement réintégrés dans leurs fonctions, comme si rien ne s'était passé. Les conséquences sur le supposé accord d'Abou Dhabi se laissent deviner non pas tant dans l'attaque elle-même que dans le nombre de ses victimes d'une part, dont à ce qu'il semble un grand nombre de civils, et de l'autre dans le fait qu'elle intervienne pendant une trêve. Le porte-parole de l'Armée nationale a promis une riposte, dont on peut penser qu'elle sera le cas échéant à la mesure du coup subi. Un accord non assumé par ses auteurs et qui de plus n'a même pas empêché qu'un massacre soit commis en traître ne semble pas appeler à durer, même si ses auteurs y tiennent pour leur part. Cela dit, la faille dans le dispositif, si faille il y a bien sûr, n'est pas à chercher du côté de Tobrouk, mais bien de Tripoli, où le gouvernement Serraj n'est pas aussi maître de la situation que les autorités politiques et militaires de Tobrouk le sont dans leur domaine propre. Le GNA peut être sincère dans sa condamnation du massacre de Brak al-Shati. Mais alors cela veut dire qu'il n'est pas obéi par ses militaires dans tout ce qu'il leur ordonne. La discipline ne règne pas à l'ouest, mais uniquement à l'est. Les responsables du massacre semblent avoir voulu avant tout signifier au GNA qu'il ne leur commande que dans la mesure où lui-même ne s'écarte pas de ce dont ils ont convenu ensemble. M. H.

Phs. &gt; D. R.

L. M.

## Tourisme et voyages

# La Confédération nationale mise sur pied avant la fin de l'année

■ La Confédération nationale du tourisme et voyages sera mise sur pied avant fin 2017, a affirmé le président de la Fédération nationale des hôteliers algériens (FNH), Ahmed Oulbachir, soulignant l'importance du rôle qu'endossera cette organisation professionnelle pour la relance de l'activité touristique en Algérie.

PH.D. R.



Par Ammar Ch.

«**P**arce que nous voyons les choses en grand, nous avons pensé rassembler les fédérations activant dans le domaine du tourisme et des voyages autour d'une confédération qui sera mise sur pied au plus tard fin 2017», a déclaré M. Oulbachir à l'APS, dans le cadre de la 18<sup>e</sup> édition du Salon international du tourisme et voyages (SITEV) qui se tient du 18 au 22 mai à la Safex (Alger). «Outre la FNH, la future Confédération ralliera également la Fédération nationale des Offices de tourisme (FNOT), la Fédération nationale des Associations de voyage et de tourisme (FNAT) et d'autres organismes nationaux et locaux, auxquels le ministère de tutelle a

déjà accordé son accord verbal et signifié son encouragement pour cette initiative», a-t-il ajouté. Pour ce professionnel du tourisme, la future organisation sera une force de propositions avec davantage de poids et de représentativité, de même qu'elle permettra aux différents acteurs qui la composent de parler d'une seule voix avec les pouvoirs publics et de conjuguer leurs efforts afin de contribuer à la relance de ce secteur en Algérie. Cette démarche, qui bénéficie de l'adhésion de toutes les fédérations et autres intervenants du secteur, est en voie d'être concrétisée et est appelée à s'ouvrir à d'autres acteurs à l'instar des compagnies aériennes nationales, a fait savoir M. Oulbachir. Abordant précisément les perspectives de développement de l'activité touristique, il a précisé que le parc hôtelier national, qui compte quelque 1 900 hôtels, essentiellement de gamme moyenne,

sera renforcé par les chantiers en cours pour la réalisation de 1600 autres structures similaires, avec un état d'avancement entre 60 et 70%. Cela étant, il faut savoir que le tourisme est une affaire de tous, du douanier, du taxieur, de l'agent d'accueil à l'aéroport, etc, et que l'hôtelier n'est que le dernier maillon de la chaîne, a-t-il observé, notant que celle-ci doit être «homogène et pragmatique». Il a considéré, à ce propos, que la faille essentielle du secteur touristique en Algérie réside dans le manque du personnel qualifié, relevant les efforts consentis par la fédération afin de renforcer cet aspect et d'apporter un plus dans la prestation hôtelière, et ce, avec le concours d'écoles spécialisées. Depuis 2016, ladite fédération a également lancé un cycle d'éductours à l'étranger dans le but de prendre des contacts et de tisser des liens avec les fédérations étrangères et bénéficier de leurs expé-

riences. «Il faut désormais investir essentiellement dans la formation, la conjoncture économique actuelle nous rappelle que nous ne sommes plus dans le choix mais dans l'obligation de redynamiser le secteur», a-t-il poursuivi, assurant que depuis 2 ans, «nous sentons que le déclin est là et que la volonté politique existe». M. Oulbachir insiste enfin sur la contribution de tous les acteurs du secteur, à savoir les opérateurs, agenciers, hôteliers, etc, mais aussi les responsables de l'administration locale, à différents niveaux.

## 1 490 agences de voyages opérationnelles

Plaidant également pour «l'urgence» d'une relance du secteur touristique national, le représentant de la FNAT, Mohamed Attou, appelle à mettre de l'ordre dans ce milieu, déplorant que sur les 1490 agences opérationnelles

au niveau national, quelques dizaines seulement peuvent être qualifiées de professionnelles. Il va jusqu'à parler d'une clocharisation du secteur en raison de l'absence d'une stratégie gouvernementale à même de provoquer le décollage de l'activité touristique, arguant, entre autres, de la prolifération des agences spécialisées en la Omra. Il a déploré, en outre, la cherté des infrastructures hôtelières et la qualité médiocre des prestations de services, tout en recommandant l'assouplissement de la procédure de délivrance de visa d'entrée en Algérie. Selon M. Attou, une manifestation comme le SITEV devrait être plutôt une opportunité pour les opérateurs étrangers du tourisme de faire la promotion de leurs produits en Algérie et non pas pour les acteurs nationaux, lesquels, ajoute-t-il, doivent saisir les espaces qui leur sont offerts à l'international pour faire valoir la destination Algérie. Il en appelle aussi à cultiver l'instinct touristique chez l'Algérien à travers des campagnes médiatiques de sensibilisation et d'incitation au voyage et à la découverte, insistant, à son tour, sur le volet de la formation afin, note-t-il, de pallier aux insuffisances en la matière. Il faut inculquer aux écoliers l'art et la manière d'accueillir et d'accepter un touriste étranger ainsi que la culture de la tolérance et du vivre-ensemble, comme cela se fait partout ailleurs, a-t-il encore suggéré, soulignant la nécessité pour les pouvoirs publics d'associer les acteurs intervenant sur le terrain afin de les faire profiter de leurs avis et expériences.

A. Ch./APS

## Skikda

## Le palais de Meriem, une merveille architecturale

Véritable merveille architecturale, le palais de Meriem Azza, également appelé palais de Ben Gana, est de toutes les curiosités historiques et archéologiques de la wilaya de Skikda le monument le mieux préservé.

Par les infimes détails captivant de son architecture et ses éléments décoratifs, le palais ravit ses visiteurs qui ne peuvent que s'émerveiller face à sa beauté, assure le directeur de la culture Omar Manaâ. Construit en 1913 par l'architecte Charles Montaland, à la demande de Paul Cuttoli, alors maire de la commune de Skikda, le palais de Meriem Azza occupe un site très boisé qui surplombe le versant marin de la corniche de Stora avec une vue panoramique sur l'une des plus belles plages de l'antique Rusicada. Montaland a réalisé un chef-d'œuvre décliné dans un style architectural andalou mau-

resque hautement raffiné où s'entremêlent et s'épousent les sculptures, les dessins, les calligraphies offrant à la vue une œuvre captivante, ajoute le directeur de la culture. Paul Cuttoli avait fait construire ce palais «joyau» en guise de cadeau à son épouse Marie d'où l'appellation palais de Meriem

qui est l'équivalent arabe de Marie qui y accueillait ses hôtes de marque. Selon certaines versions, le terme Azza, figurerait dans l'épigraphie en langue arabe surmontant le mur du bureau de Paul Cuttoli où l'on peut lire : «Paul Cuttoli (...) Houa Elladi Bana Hada el Kasr Izza Li Meriem» qui signifie «Paul Cuttoli

est celui qui a construit ce palais en l'honneur de Meriem». Le palais a été ensuite vendu à son second propriétaire Ben Gana, un dignitaire très riche originaire de Biskra.

## Palais de Meriem Azza, un chef-d'œuvre à préserver

Ce monument a été classé en 1981 patrimoine national. La même année, les services de la wilaya entament des travaux de restauration. Jusqu'à récemment, le palais servait de résidence d'hôte pour les visiteurs les plus distingués de la wilaya. Selon le chef du service patrimoine à la direction de la culture, Zakaria Boudiaf, le palais a bénéficié en 2015 d'une opération d'urgence de renforcement de l'étanchéité suite aux infiltrations de pluies qui risquaient d'altérer la valeur artistique de ce

monument emblématique de Skikda.

Actuellement, une étude est en cours pour lancer une vaste opération de restauration et préservation du palais dont le site connaît des glissements de terrain, a ajouté Boudiaf qui a noté que le dossier se trouve au niveau du ministère de tutelle. Une proposition a été également faite pour transformer ce palais après sa restauration en une maison de l'artiste accueillant les œuvres d'art des artistes et leur offrant un espace de rencontre et d'inspiration, a ajouté le responsable du service patrimoine qui rappelle que le grand penseur algérien Malek Benabi s'assayaient souvent dans le jardin du palais Ben Gana pour méditer et rédiger certains de ses ouvrages.

Nya D.

## 300 logements LPL distribués après le ramadhan

QUELQUE 300 logements publics locatifs (LPL) seront distribués après le ramadhan dans la commune de Boufatis, relevant de la daïra de Oued Tlélat (Oran), a-t-on appris, samedi, du maire de cette commune. Selon M. Benyoub, la commission, mise en place au niveau de la commune de Boufatis, a lancé l'opération d'étude des dossiers pour élaborer la liste définitive des bénéficiaires de logements, ajoutant que la liste sera affichée juste après la fin du mois sacré. Le même élu a précisé, d'autre part, que les travaux de réalisation des 300 logements touchent à leur fin, notant au passage que 1 600 demandes de logements sociaux ont été enregistrées dans cette commune, qui compte une population de plus de 15 000 âmes. Samah N.



Sur les 4 premiers mois de 2017

# Baisse appréciable du déficit commercial

■ Les exportations ont augmenté à 11,92 mds usd entre janvier et fin avril de l'année en cours, contre 8,81 mds usd sur la même période de 2016, soit une hausse de 35,3%.

PH. &gt; D. R.



Par Salem K.

Le déficit commercial de l'Algérie s'est chiffré à 3,5 milliards de dollars (mds usd) sur les 4 premiers mois de l'année 2017, contre un déficit de 6,63 mds usd sur la même période de 2016, soit une baisse de 47,2%, a appris l'APS auprès des Douanes. Les exportations

ont augmenté à 11,92 mds usd entre janvier et fin avril de l'année en cours, contre 8,81 mds usd sur la même période de 2016, soit une hausse de 35,3%

correspondant à une augmentation de 3,11 mds usd, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Pour les importations,

elles ont très légèrement diminué en s'établissant à 15,42 mds usd en janvier-fin avril 2017 contre 15,44 mds usd en janvier-fin avril 2016, soit un recul de

0,14%. Les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 77% contre 57%.

S. K./APS

Jordanie

## Forum économique mondial sur la région MENA

Le Forum économique mondial sur le Moyen-Orient et l'Afrique du nord (MENA) 2017 a débuté vendredi dans la région de la mer Morte (Jordanie) avec la participation de plusieurs dirigeants, hauts responsables, hommes d'affaires et représentants d'organisations internationales de plus de 50 pays. Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb, qui représente le président de la République,

Abdelaziz Bouteflika à ces travaux, interviendra notamment sur la transition énergétique et la stimulation de la croissance inclusive dans la région MENA. Le ministre aura également en marge des travaux des entretiens avec des dirigeants politiques et des opérateurs économiques intéressés par l'investissement en Algérie. Le Forum économique mondial, qui débutera officiellement samedi, constituera une plateforme

d'échanges sur les défis et perspectives de la région MENA, grâce à la coopération entre les secteurs public et privé. Il s'agit également d'étudier l'impact de la quatrième révolution industrielle, une nouvelle ère économique mondiale issue de la convergence de l'information numérique et des avancées technologiques dans divers secteurs économiques offrant de grandes opportunités dans ce domaine. Cette rencontre

mondiale vise à trouver des solutions politiques à même de garantir la stabilité de la région à travers le développement technologique et l'encouragement de l'innovation en vue de stimuler la croissance inclusive dans la région MENA. Selon les organisateurs, ce forum sera marqué par le lancement de l'initiative du partenariat d'investissement pour le développement durable dans la région de MENA, en partenariat avec l'Organisation

de coopération et de développement économiques (Ocde), axée sur le développement de l'infrastructure dans la région. La dernière réunion de ce forum s'est tenue en mai 2015 en collaboration avec le fonds du roi Abdullah Al-Thani pour le développement. Le forum, rappelle-t-on, a été créé en 1971 à Cologny à Genève (Suisse) par l'homme d'affaires Klaus Schwab.

Kamel L.

Soutenu par le risque politique américain

## L'or termine la semaine en hausse

L'or a terminé la semaine en hausse, profitant des inquiétudes des investisseurs notamment sur les risques politiques qui entourent la présidence américaine de Donald Trump. «Les troubles politiques de Washington pèsent sur le moral des investisseurs, ce qui profite à l'or», a commenté un analyste. Le président Donald Trump aurait demandé au patron du FBI, James Comey, qu'il a limogé la semaine dernière de classer une enquête sur Michael Flynn,

conseiller du président soupçonné d'avoir eu des contacts avec les Russes. «Et si le métal jaune a reculé jeudi, il ne s'agit pas d'un changement d'état d'esprit du marché, mais d'une prise de bénéfice après une hausse remarquable et d'une réaction à une légère hausse du dollar», a-t-il ajouté. Le prix de l'or en dollar recule quand le billet vert est trop fort, car le métal jaune devient trop onéreux pour les investisseurs utilisant d'autres devises pour faire leurs achats. «Il suffit de

regarder le "VIX" (surnommé indice de la peur) pour voir que les investisseurs restent prudents», ont noté des analystes. «Il faut désormais regarder le marché des actions et du dollar. Si ces derniers se renforcent, cela pesera sur le cours de l'or, mais sinon, le métal pourrait voir sa demande s'accroître», a jugé un analyste. De son côté, l'argent finit la semaine en hausse, mais a moins profité de l'appétit pour les métaux rares que l'or. «La tendance reste pessimiste chez les

investisseurs techniques, mais le métal gris pourrait remonter plus nettement si la baisse du dollar se confirme», a expliqué l'analyste. Le platine et le palladium, plus utilisés par l'industrie que les autres métaux précieux, ont divergé cette semaine. Le palladium a reculé jeudi à 758,87 dollars l'once, à son plus bas depuis plus de deux mois. Sur le London Bullion Market, l'once d'or a terminé à 1 252,00 dollars vendredi au fixing du soir contre 1 231,25 dol-

lars le vendredi précédent. L'once d'argent a clôturé à 16,77 dollars, contre 16,30 dollars il y a sept jours. Sur le London Platinum and Palladium Market, l'once de platine a fini à 943 dollars, contre 922 dollars sept jours plus tôt. L'once de palladium a terminé pour sa part à 770 dollars contre 808 dollars à la fin de la semaine précédente. Yanis G.

Affaibli par des inquiétudes politiques aux Etats-Unis

## L'euro progresse face au dollar

L'euro progressait vendredi face à un dollar toujours sous la pression d'inquiétudes politiques aux Etats-Unis, tandis que le réal brésilien restait affaibli par un scandale de corruption qui rattrape le président du Brésil. L'euro valait 1,1189 dollar contre 1,1105 dollar jeudi soir et 1,1157 dollar mercredi soir. L'euro est même monté durant la journée de vendredi à 1,1197 dollar, un nouveau sommet depuis le 9 novembre. La monnaie unique montait également face à la monnaie nipponne à 124,74 yens pour un euro contre 123,83 yens la veille. Le billet vert se stabilisait face à la devise japonaise à

111,49 yens pour un dollar contre 111,51 yens jeudi. «La tempête politique autour du président américain Donald Trump perdure et continue d'accroître la pression sur le dollar», a observé un analyste. Ainsi, la montée de l'euro vendredi est à attribuer à la baisse du dollar, a-t-il souligné. Le billet vert s'était quelque peu ressaisi jeudi face à l'euro, marquant une pause après avoir enchaîné des plus bas face à l'euro depuis la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine. Comme l'a relevé l'analyste, profiter d'un accès de faiblesse pour acheter un actif «fonctionne bien quand les perspectives éco-

nomiques et politiques semblent positives». Mais étant donné les incertitudes qui entourent Donald Trump, le «VIX», surnommé indice de la peur, n'a pas tant baissé que ça, ce qui implique que le niveau d'inquiétude sur les marchés reste élevé et tant que cela sera le cas, il serait sage de résister à la tentation d'acheter du dollar pour le moment car le scandale à Washington est toujours là, a estimé l'analyste. Mais «la monnaie dont tout le monde parle est le réal brésilien», la devise ayant dégringolé jeudi en raison d'une résurgence du risque politique au Brésil, a relevé un autre analyste. «Quand un scandale politique

éclate dans un pays émergent, il déclenche une violente réaction sur le marché des changes», a noté l'analyste. Le réal brésilien avait dégringolé à l'ouverture des échanges jeudi, perdant jusqu'à environ 8% dans les premières minutes d'échanges pour tomber à 3,3409 réals pour un dollar, son niveau le plus faible depuis mi-décembre. Le réal, qui avait fini jeudi à 3,3758 réals contre 3,3191 réals mercredi soir, tentait de se reprendre vendredi mais restait affaibli à 3,2739 réals. De graves accusations de corruption pèsent sur le président Michel Temer, qui a remplacé en fin d'année dernière la présidente destituée Dilma

Rousseff, et les appels à sa démission se sont multipliés. De son côté, la livre britannique parvenait à maintenir ses gains, s'installant autour de 1,30 dollar pour une livre, après avoir profité la veille de l'accès de faiblesse du dollar et d'un bon indicateur sur les ventes au détail au Royaume-Uni en avril pour atteindre un sommet depuis fin septembre à 1,3048 dollar. La livre britannique baissait face à la monnaie unique européenne, à 85,95 pence pour un euro, mais montait face au billet vert, à 1,3018 dollar pour une livre.

R. E.

Constantine

# Mise en service de deux bassins du complexe Sidi M'cid

■ Les deux bassins du complexe nautique Sidi M'cid, de Constantine, objet d'une vaste opération de réhabilitation, ont été mis en service vendredi, dans le cadre des festivités commémoratives du 61<sup>e</sup> anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant.

Par Safy T.

Appelés communément «Primo» et «la Petite», les travaux de réhabilitation de ces deux bassins ont concerné la reprise du système de régénération d'eau et la mise en place d'un système de filtration performant, a indiqué à l'APS le directeur local de la jeunesse et des sports (DJS), Yacine Siafi.

Le même responsable a ajouté que ce vaste chantier de réhabilitation des deux piscines de 18 et 33 mètres, réservées aux enfants et aux apprentis nageurs, alimentées depuis une source naturelle, ont ciblé les travaux de réfection au niveau des bassins, des douches et des vestiaires, affirmant que ces deux structures «sont très fonctionnelles avec une disponibilité d'eau et un entretien rigoureux».

Il a, à ce propos, souligné que ces bassins, aux côtés des structures similaires, la piscine de la commune d'Ain Abid et celles des 25 et 50 mètres du complexe sportif chahid Hamlaoui, seront «une réelle bouffée d'oxygène» pour les jeunes au cours de la saison estivale.

La fonctionnalité «complète» du complexe Sidi M'cid, fortement marqué par l'usure du temps, reste tributaire de la réfection du troisième bassin, «L'olympique» de 50 m de long et de 8 m de large sur une profondeur de plus de 2 m, ainsi que de l'auberge, a-t-on noté.

Planté au cœur d'un décor somptueux, creusé en aval de la corniche surplombant les célèbres gorges du Rhummel, le site de Sidi M'cid, connu aussi sous le nom de complexe Palmarium, a été construit en 1877 et avait vu émerger des



PH. > D. R.

générations de champions de natation de renommée mondiale.

Appartenant à la commune de Constantine, la gestion du complexe de Sidi M'cid a été confiée à l'Office des établissements des jeunes (Odej), placé sous la coupe de la Direction de

la jeunesse et des sports. La commémoration de la Journée nationale de l'étudiant, qui a débuté jeudi à Constantine, a été marquée vendredi par une cérémonie de recueillement à la mémoire des chouhada, organisée au cimetière du 7<sup>e</sup> kilomètre, sur la route d'Ain Smara, où, en

présence des autorités locales civiles et militaires, des moudjahidines et des représentants des organisations estudiantines, il a été procédé à la levée des couleurs nationales et au dépôt d'une gerbe de fleurs au carré des martyrs.

S. T./APS

Adrar

## Le ksar d'Ighezer, un vestige témoin du génie architectural du Gourara

Le vieux ksar d'Ighezer, dans la commune d'Ouled Saïd, dans le Gourara (Adrar), figure parmi d'anciens sites archéologiques encore témoins, à travers son cachet urbanistique et architectural, du génie de l'homme saharien dans la réalisation de son bâti. Situé à une douzaine de kilomètres de la capitale de l'oasis rouge, Timimoune, le vieux ksar d'Ighezer, puise ses spécificités patrimoniales et culturelles de sa position géographique, surplombant le lac de Timimoune, entouré de verdoyantes palmeraies, sources économiques et vivrières pour la population du Gourara.

Constituant une des anciennes concentrations d'habitants ayant peuplé cette vaste étendue du désert, ce site ancestral a été érigé somptueusement, avec des matériaux locaux adaptés aux conditions climatiques de la région, sur un monticule au centre de cette agglomération et de ses jardins, donnant l'impression d'une tour d'observation des mouvements et dangers engendrés par les conjonctures sociales de l'époque, a expliqué un membre de l'association «Ighezer» pour la préservation des sites archéologiques et touristiques de la commune de d'Ouled Saïd.

Constituant un des vestiges témoignants de la longue histoire de la région de Timimoune,

Ighezer, fondé selon des locales, par les tribus Zénétées installées dans la région depuis de longues dates, constituait un noyau urbanistique jonché sur un site rocaillieux appelé «Dar El-Hassi», l'eau étant source de stabilité pour la population.

Cette dernière s'est dès lors attelée, pour parer à toute incursion étrangère, à ériger des remparts soutenus par des piliers de consolidation pour résister aux rudes aléas climatiques, a précisé le président de l'association précitée, Berachid Hachemi.

### Ksar Ighezer, un site très admiré

Ce vieux ksar, un des sites touristiques très admirés, est surplombé d'une tour d'observation permettant la surveillance, sur de longues distances, d'éventuelles invasions ennemies sur cette Casbah, dont l'accès est très sinueux et labyrinthique.

La Casbah d'Ighezer, scindée en îlots séparés par des voies d'accès, à savoir ses flancs Est et Ouest et Dar El-Hassi, a connu, avec l'avènement d'une ère de stabilité et de paix régnante, une extension de ses issues et venelles et de ses structures, avant d'être étoffée d'une mosquée, d'une maison-hôte manifestant harmonieusement le cachet urbanistique et architectural du ksar. Ces opérations

d'aménagement et d'extension ont également porté sur la restructuration de l'espace habitable, en plus de la correction de certaines autres structures, dont les barricades, le rempart, la tranchée, le minaret et la consolidation des palmeraies à la faveur du rallongement des séguis d'irrigation.

Avec une conception architecturale épousant le milieu saharien et construit principalement en matériaux locaux, dont le gypse, les troncs de palmiers et la pierre, le ksar est composé d'habitations et de venelles recouvertes de toitures en troncs de palmiers, permettant d'atténuer la rigueur du climat, aussi bien en hiver qu'en été, et au flanc Est la mosquée, de forme carrée, embellie d'arcades comme soutènement pour pouvoir accueillir plus de fidèles.

Ce legs ancestral renferme, entre-autres structures, «Dar El-Cadi» (tribunal), édifié près du marché, pour hâter le dénouement des conflits engendrés par les activités commerciales, en plus de la «Rahba» (esplanade) donnant vers la mosquée, ainsi que le «Makam» (sépulture), d'un des saints patrons de la région, dont le siège visible avec sa forme conique, teinté en blanc, au milieu de la palmeraie et le ksar, constituant une partie de la mémoire populaire collective de la région. Ce vieux ksar

est aussi composé de bâtisses accrochées les unes aux autres, dont les entrées sont pratiquement caractérisées de «Ataba», le seuil de la porte, placé à contre-courant du sable et des vents et offrant l'accès à la «Skifa», un espace rectangulaire, trait d'union entre l'extérieur et l'intérieur de la bâtisse.

L'ossature de toute ancienne bâtisse ne peut négliger la cuisine, cet endroit exigu servant de lieu de préparation de repas sur feu de bois, et la salle d'accueil des visiteurs appelée «El-Kaous» (arcade), dérivant son appellation des arcades formant sa toiture, lieu de regroupement de la famille et d'accueil des visiteurs, en plus du grenier installé sur la terrasse. Cette dernière sert de «dortoir» à la belle étoile durant les nuits estivales.

### Des matériaux résistants aux vicissitudes du temps et au climat rude

Construite principalement en toub (pisé), en argile, sable et pierres, troncs et feuilles de palmiers, la Casbah d'Ighezer reflète le génie architectural des anciens habitants de la région qui n'ont ménagé aucun effort pour la consolidation des socles des bâtisses en pierre dures, d'argile mélangé à la chaume et au sable pour soutenir les habi-

tations, entrelacées de ruelles et de venelles, et dont les couches d'étanchéité des terrasses sont faites à partir d'un mélange de chaux et de sable.

Cette composition de prévention contre les aléas climatiques permet de cimenter le toit et de le prémunir contre les infiltrations des eaux pluviales, toute en renforçant la toiture de «Kadous», des chéneaux devant conduire les eaux hors des bâtisses pour éviter les infiltrations et la fissuration des habitations.

Ces anciennes méthodes de construction et d'architecture à travers le territoire de la wilaya d'Adrar montrent l'ingéniosité des anciens habitants de la région, à travers ces réalisations et leurs impacts, à dompter la rigueur du climat, contribuant ainsi à perpétuer la vie dans ces zones arides et désertiques, a fait savoir le membre de l'association Ighezer.

L'association s'emploie à mettre en valeur ce legs ancestral par le lancement d'actions associatives pour la restauration de pans d'habitations en pisé proches de la Casbah, en vue de sauvegarder ses spécificités urbanistiques et architecturales, à la satisfaction aussi bien des archéologues, anthropologues et des touristes en quête de découverte des anciens modes de vie dans le Gourara.

Kamel L.





## Libye

# 141 morts dans une attaque contre une base militaire dans le sud

■ Au moins 141 personnes ont été tués dans une attaque menée par des groupes rivaux contre une base militaire dans le sud libyen.

Par Mondji T.

**S**elon des sources militaires, la 3<sup>e</sup> Force, un puissant groupe armé de la ville de Misrata (nord), officiellement loyal au gouvernement d'union nationale (GNA), a mené jeudi une attaque contre la base aérienne de Brak al-Shati, contrôlée par l'Armée nationale libyenne (ANL) auto-proclamée par le maréchal Haftar.

Ahmad al-Mesmari, porte-parole de l'Armée nationale libyenne (ANL), auto-proclamée par Haftar, a fait état vendredi soir de 141 morts et plusieurs blessés et disparus dans cette attaque.

Parmi les victimes figurent aussi des civils qui travaillaient sur la base ou qui se trouvaient aux alentours, a-t-il précisé au cours d'une conférence de presse. Selon lui, «les soldats tués revenaient d'un défilé militaire

dans l'est de la Libye. La plupart d'entre eux n'étaient pas armés. Ils ont été exécutés».

L'ONU avait évoqué plus tôt un nombre important de morts et «des informations sur des exécutions» sans donner de détails.

«Je suis indigné par des informations sur un nombre important de morts, y compris des civils, et des rapports selon lesquels des exécutions sommaires auraient pu avoir lieu», a réagi l'émissaire de l'ONU en Libye, Martin Kobler.

Le GNA a mis en place une commission d'enquête et décidé de «suspendre le ministre de la Défense, al-Mahdi al-Barghathi, et le commandant de la 3<sup>e</sup> Force jusqu'à ce que soient identifiés les responsables» de l'attaque, selon une décision parue vendredi soir.

Le GNA et le ministère de la Défense avaient tous deux condamné l'attaque de jeudi, affirmant ne pas avoir donné

d'ordre en ce sens.

Une rencontre début mai à Abou Dhabi entre le chef du GNA, Fayeze al-Sarraj, et le maréchal Haftar, a permis un timide rapprochement entre les deux hommes qui avaient convenu d'arrêter une escalade militaire dans le sud.

Après sa rencontre avec M. Sarraj, M. Haftar avait effectivement suspendu son offensive dans le sud.

Aguila Saleh, le président du Parlement élu, a condamné «l'attaque terroriste perpétrée par les milices de la 3<sup>e</sup> Force et par ses alliés», y voyant «une violation grave de l'accord de trêve conclu à Abou Dhabi».

Il a indiqué avoir donné des directives aux forces armées afin qu'elles prennent les mesures nécessaires pour riposter à cette offensive, défendre le Sud et le nettoyer de toutes les milices hors-la-loi. Le GNA a appelé de son côté à un cessez-le-feu



«immédiat» dans le sud: «nous avons toujours l'espoir que la raison l'emporte et que s'arrête l'escalade et la provocation».

## L'Algérie condamne «fermement» l'attaque

L'Algérie a condamné «fermement» l'attaque de la base militaire aérienne de Barak Echhati, en Libye, ayant fait des dizaines de morts, réitérant son appel aux parties libyennes à

«favoriser le dialogue et la réconciliation nationale» pour le règlement de la crise qui affecte ce pays.

«Nous avons suivi avec préoccupation les développements intervenus ces dernières heures en Libye et notamment les affrontements près de la base aérienne de Barak Echhati qui se sont soldés par la mort de dizaines de libyens», a indiqué vendredi dans une déclaration à l'APS le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif.

«Nous condamnons fermement cette attaque et rappelons que nous avons constamment encouragé les parties libyennes à favoriser le dialogue et la réconciliation nationale pour le règlement de la crise qui affecte leur pays depuis maintenant plusieurs années», a-t-il ajouté.

«A la veille du mois de ramadan, mois de piété et de pardon, nous lançons un appel pressant à tous les protagonistes pour faire preuve de retenue et de sagesse et de rejeter toute escalade de violence qui ne peut conduire qu'au chaos et à la destruction», a souligné le porte-parole du MAE, exhortant «l'ensemble des acteurs libyens à placer l'intérêt de leur pays au-dessus de toute considération pour mettre fin aux souffrances de ce peuple frère et voisin».

M. T./APS

## Nouvelle affaire d'importation illégale de produits du Sahara occidental

### L'eurodéputé Marcellesi interpelle l'Espagne

**L'**eurodéputé Florent Marcellesi a interpellé samedi les autorités du port de Santa Cruz de Tenerife (Espagne) au sujet d'un navire le «Titania» soupçonné d'avoir bravé l'interdiction d'importer des ressources naturelles en provenance du Sahara occidental sans le consentement préalable du peuple sahraoui. Dans une lettre adressée à l'administration du port de Santa Cruz, le député européen a exhorté l'autorité espagnole compétente à «examiner minutieusement l'origine et la documentation des marchandises à bord de ce navire». L'eurodéputé a appelé, en effet, les autorités espagnoles à vérifier si cette cargaison a bien été chargée au Sahara occidental et ne dispose pour cela d'aucun document valide délivré par les autorités sahraouies, seules compétentes pour le commerce de biens en provenance du Sahara occidental. Rappelant que le parlement régional et la

société des Iles canariennes soutiennent la cause du peuple sahraoui, Florent Marcellesi a exigé, ainsi au nom de ce soutien, du gouvernement régional et de son représentant à l'administration portuaire de Santa Cruz, Ricardo Melchior, de «veiller à ce que les contrôles appropriés soient effectués afin de vérifier s'il y a eu violation du droit européen». En janvier dernier, un autre navire le «Key Bay», transportant des huiles de poisson en provenance du Sahara occidental, a fait escale à Las Palmas de Gran Canaria, en Espagne. Suite à la mobilisation d'élus locaux, les autorités douanières espagnoles ont procédé à l'inspection du navire qui a permis de découvrir qu'une partie de la cargaison avait bien été chargée et certifiée au port de Laïyoune au Sahara occidental. «Cependant, les autorités douanières espagnoles n'ont pas saisi cette marchandise importée illégalement dans le marché euro-

péen et le navire a poursuivi sa route pour sa destination finale – le port de Fécamp – en France. Ce qui constitue une violation directe de l'arrêt de la Cour européenne de justice (CJUE) qui a conclu que les accords d'association et de libéralisation UE-Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental», a-t-il souligné. Dans son arrêt, la CJUE reconnaît «sans aucune ambiguïté» au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination et à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles comme énoncé par la Charte des Nations unies. L'eurodéputé Florent Marcellesi a dénoncé, à ce titre, l'importation illégale dans le marché de l'Union de produits provenant du Sahara occidental et qui auraient bénéficié d'une exemption de droits de douanes conformément aux accords UE-Maroc car ces produits ont été faussement étiquetés d'origine marocaine.

Hania T./APS

## Maroc

## Nouvelle manifestation à El Hoceima

**D**es milliers d'habitants d'El Hoceima, ville du Rif, dans le nord du Maroc, sont sortis jeudi dans la rue pour protester contre la corruption, la marginalisation et la militarisation de la région, et pour aussi dénoncer les déclarations de l'alliance gouvernementale au sujet du mouvement de contestation populaire, qui touche la région depuis environ six mois suite au décès de Mouhcine Fikri, mort broyé par une benne à ordures. Des milliers de personnes se sont rassemblés en fin d'après-midi sur la place du centre-ville avant de sillonner les principales artères. Aux cris de «Vive le Rif à bas les traîtres», ou encore «non à la militarisation !», les manifestants ont marché dans la ville, avant de se rassembler de

nouveau sur la place principale où le leader du mouvement, Nasser Zefzafi, a longuement harangué la foule de quelque 200 000 personnes, selon ses estimations. Soulignant le caractère pacifique de leur lutte, ce dernier a dénoncé «la corruption de l'exécutif et des politiciens locaux, les mafias locales, l'esprit de répression de l'Etat et de ses services de renseignement qui manipulent les institutions, la présence massive des militaires dans la ville et le sous-développement de la région». S'en prenant au gouverneur local, M. Zefzafi a, une nouvelle fois, rejeté les accusations du gouvernement selon lesquelles la région est «motivée par des idées séparatistes», exigeant «la libération de militants de sa mouvance et la

démilitarisation de la province». Le leader de la contestation populaire dans le Rif marocain, avait appelé auparavant à une grève générale et à une marche d'un million de personnes en guise de protestation contre les déclarations qualifiées de «provocatrices» et d'«irresponsables» des dirigeants de l'Alliance gouvernementale et contre leurs «calomnies et men songes» sur le mouvement populaire qui secoue la région. Ce militant a voulu à travers cette action réaffirmer que les revendications de sa communauté ont trait à «l'amélioration des conditions socio-économiques et au développement de la région loin de toute intention séparatiste», comme le prétend le gouvernement marocain. Le porte-voix de ce mouve-

ment de protestation, a affirmé dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux que cette action «intervient en réponse aux accusations des autorités marocaines contre les activistes du Rif d'être des séparatistes et des agents à la solde de parties étrangères». «Il s'agit d'une question de droits de l'Homme englobant des revendications socio-économiques primordiales loin de tout appel séparatiste comme le prétendent les autorités marocaines», a-t-il plaidé, dénonçant le désintérêt total des responsables marocains à l'égard du fondement de la protestation, en l'occurrence, a-t-il dit «le mépris et la marginalisation systématique de cette région à tous les niveaux». Pour montrer leur soutien à l'égard des habitants de la région du Rif,

réputée frondeuse et conservatrice, d'autres citoyens relevant d'autres villes du Maroc, qui jugent «légitimes» les revendications des contestataires, ont observé des actions de solidarité. Des rapports font état d'une série d'actions à Rabat, Tetouan, Kenitra et à Hajeb, et ailleurs dans le royaume, et auxquelles ont pris part des centaines de personnes qui ont exprimé leur soutien et solidarité, et appelé les autorités à satisfaire leur revendications en particulier et celles du peuple marocain en général. De l'avis des observateurs, cette montée au créneau est le résultat du «non sérieux» des autorités marocaines dans leur prise en charge du règlement de la crise.

R. M.



Iran

# Hassan Rohani réélu président avec 57% des voix

■ Religieux modéré surnommé le «cheikh diplomate», le président iranien Hassan Rohani va pouvoir, grâce à sa réélection, poursuivre les réformes et la réintégration de son pays dans le concert des nations entamées pendant son premier mandat.

Par Rosa F.

Turban blanc, fines lunettes et barbe grisonnante, ce religieux de rang moyen âgé de 68 ans, marié et père de quatre enfants, restera comme celui qui a mené à bien en 2015 la conclusion d'un accord historique avec les grandes puissances sur le programme nucléaire iranien, permettant la levée de sanctions économiques internationales. Pilier de la République islamique dont il connaît tous les rouages, M. Rohani fut un proche de l'ex-président modéré Akbar

Hachémi Rafсандjani, mort en janvier, et bénéficiaire du soutien de l'ancien président réformateur Mohammad Khatami. Né le 12 novembre 1948 à Sorkhey, dans la province de Semnan (est de Téhéran), d'un père commerçant et d'une mère femme au foyer, il obtient un doctorat de droit de l'Université de Glasgow en Ecosse. Présent au côté de l'imam Khomeiny lors de son exil en France avant la révolution islamique de 1979, M. Rohani entame ensuite une longue carrière politique, se classant jusque dans les années 2000 dans les rangs des conserva-

teurs avant de se rapprocher des modérés et réformateurs. Député entre 1980 et 2000, il est ensuite élu membre de l'Assemblée des experts, l'instance chargée de superviser le travail du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. Il devient vice-président du Parlement mais surtout chef des négociateurs sur le dossier nucléaire entre 2003 et 2005. C'est à cette période qu'il gagne son surnom de «cheikh diplomate». Mais il est écarté après l'élection de l'ultraconservateur populiste Mahmoud Ahmadinejad en 2005. L'Iran avait alors relancé son programme d'enrichissement, s'attirant les foudres de l'ONU et des grandes puissances. Elu président en 2013 dès le premier tour grâce au soutien des réformateurs, il a eu à cœur de mettre fin à l'isolement de son pays. Ouvert sur l'Occident, M. Rohani a réussi à imposer des discussions directes avec les États-Unis, ennemi historique de la République islamique, pour régler la crise nucléaire, avec l'accord d'Ali Khamenei. Ces négociations ont débouché en juillet 2015 sur la conclusion d'un accord prévoyant que Téhéran limite son programme nucléaire à un usage civil en



PH: D. R.

échange de la levée de sanctions internationales. Le guide suprême a toutefois interdit toute autre négociation avec Washington. Les positions de M. Rohani sur les libertés, la culture ou la tolérance concernant le port du voile par les femmes sont désormais identiques à celles des réformateurs. Pendant sa campagne, il a durci le ton à l'égard de ses adversaires conservateurs qu'il accusait d'être dans «une logique d'interdiction». Selon lui, l'époque «des partisans de la violence et des extrémistes est résolue». «A mi-chemin, pas de retour en arrière possible», était son slogan. Il avait appelé les électeurs réformateurs et modérés à se mobiliser, y compris ceux qui lui reprochent de ne pas avoir pu obtenir la fin de la résidence surveillée de Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, comme promis

en 2013. Candidats réformateurs à la présidentielle de 2009, MM. Moussavi et Karoubi avaient contesté la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, prenant la tête d'immenses manifestations violemment réprimées par le pouvoir. Cet engagement leur a valu d'être placés en résidence surveillée en février 2011, régime auquel ils sont toujours soumis. «Mon gouvernement n'a pas réussi à faire certaines choses mais avec plus de 51% des voix (en ma faveur au premier tour), elles deviendront possibles», disait M. Rohani avant l'élection. Avec 57% des voix (résultats définitifs), il a reçu un clair mandat. Mais il devra continuer de composer avec les autres pouvoirs en Iran, comme le guide suprême, le pouvoir judiciaire et les Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime islamique.



## Points chauds

### Liberté

Par Fouzia Mahmoudi

Durant la dernière campagne présidentielle française, qui a pris fin il y a deux semaines seulement avec la victoire d'Emmanuel Macron, ses adversaires n'ont eu cesse de pointer du doigt une supposée indulgence des médias à son égard. Que cela soit Marine Le Pen, dont la rancœur pour la presse existe depuis toujours, ou encore François Fillon, dont les ennuis judiciaires ont été révélés par le «Canard Enchaîné», de nombreux candidats à l'investiture suprême ont répété encore et encore que les médias étaient de parti pris avec le candidat du mouvement En Marche !. Il est vrai par ailleurs que de nombreux membres de la profession ont été pris sur le fait, durant la campagne, à donner des signes de leur amitié avec le jeune candidat, à l'instar de la journaliste star de BFMTV Ruth Elkrief. Mais aujourd'hui il semblerait que cette lune de miel touche à sa fin. Du moins avec une partie de la profession qui a été choquée, c'est là le moins que l'on puisse dire, d'une mesure de l'Élysée en regard des couvertures médiatiques. En effet, l'Élysée désormais dirigé par Macron limite pour l'instant au maximum les contacts avec les médias, veut choisir les journalistes qui suivent le président et a tenu jeudi la presse à l'écart des nouveaux ministres, des pratiques aux antipodes de l'ère Hollande qui inquiètent les médias. Après une campagne sur tous les plateaux et dans tous les journaux, à l'Élysée, c'est le silence radio. Un «verrouillage» difficile à l'heure des réseaux sociaux et de l'information en continu. Emmanuel Macron applique son credo d'un président à «la parole rare», pour re-sacraliser une fonction qu'il jugeait galvaudée sous Nicolas Sarkozy et François Hollande, omniprésents dans les médias et qui ne manquaient pas de partager toutes sortes d'informations, parfois confidentielles, avec les journalistes. Depuis sa prise de fonction, les journalistes n'ont ainsi que très peu de contacts avec ses communicants. D'abord mise sur le compte du flottement des premiers jours d'installation, cette volonté de secret s'est manifestée de manière plus appuyée jeudi dernier lors du premier Conseil des ministres: journalistes et photographes ont été priés de quitter la cour d'honneur de l'Élysée, sans pouvoir, comme c'est l'usage, interroger et filmer les ministres à la sortie. De plus, lors de son premier point de presse après le Conseil, le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a longuement souligné que le président exigeait de ses ministres «confidentialité» et «discretion» envers la presse. «Les journalistes ne manqueront pas de continuer à poser des questions, mais il appartiendra à chacun des ministres de veiller au respect de ce qui se discute au sein du Conseil des ministres», a-t-il averti. Il semble ainsi que la période bénie pour les journalistes de l'ouverture totale à la presse des deux derniers mandats soit résolue et que Macron le candidat «chouchou» des médias soit finalement le président qui sera le moins favorable à l'exercice d'une liberté de la presse. Reste à savoir si ces derniers se laisseront faire et si au-delà d'une pétition avancée cette semaine, les médias se montreront plus offensifs pour montrer leur déception. F. M.

## Diplomatie

### Donald Trump entame à Ryad un premier voyage sous tension

Le président américain Donald Trump a entamé hier en Arabie saoudite, où il doit prononcer un discours attendu sur l'islam, son premier déplacement à l'étranger, espérant un répit après une semaine de révélations accablantes à Washington. Air Force One a atterri peu avant 10h00 (07h00 GMT) dans la capitale saoudienne où M. Trump, accompagné notamment de son épouse Melania et de sa fille aînée Ivanka, a été accueilli en grande pompe par le roi Salmane sur le tapis rouge. Quelques heures plus tôt, à peine Air Force One avait-il décollé de la banlieue de Washington que de nouveaux développements sur l'enquête russe étaient révélés. Facteur d'inquiétude supplémentaire pour la Maison Blanche: le Sénat annonçait que l'ex-chef du FBI James Comey, silencieux depuis son limogeage brutal il y a dix jours, avait accepté de témoigner. Si ses prédécesseurs réservaient traditionnellement leur premier déplacement à leur

voisin direct – Mexique ou Canada – l'ex-magnat de l'immobilier a, lui, choisi la monarchie pétrolière saoudienne, première étape d'un long périple qui s'achèvera en Europe. La méfiance des pays sunnites du Golfe vis-à-vis de Barack Obama était notoire. A l'instar d'Israël, l'Arabie saoudite et ses alliés ont salué chaleureusement l'élection de M. Trump. Le roi Salmane, avec lequel le président républicain doit se réunir en début d'après-midi, a appelé à «un nouveau partenariat» entre les États-Unis et les pays musulmans, dont nombre de dirigeants seront présents aujourd'hui à Ryad. Il y a huit ans, son prédécesseur Barack Obama avait, depuis Le Caire, appelé à un «nouveau départ» entre les États-Unis et les musulmans à travers le monde, «un départ fondé sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel». La visite de Donald Trump devrait aussi donner lieu à des annonces de contrats d'armement chargés de promesse pour l'industrie améri-

caine. «L'énorme point d'interrogation à garder en tête, si l'Arabie saoudite signe des contrats pour un total de 100 milliards de dollars, est de savoir comment ils pourront régler la facture, avec les prix actuels du pétrole», tempère Bruce Riedel, ancien de la CIA aujourd'hui analyste à la Brookings Institution. Vendredi soir, la défense aérienne saoudienne a annoncé avoir «intercepté» à 180 km au sud-ouest de Ryad un missile tiré par les rebelles Houthis depuis le Yémen voisin, ravagé par la guerre depuis plus de deux ans.

Une coalition militaire arabe sous commandement saoudien intervient depuis mars 2015 au Yémen en soutien au gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi contre les Houthis, alliés à des unités de l'armée restées fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh. Les rebelles contrôlent la capitale Sanaa depuis 2014 et restent maîtres de vastes régions du pays.





18<sup>e</sup> Festival culturel européen

# Le jazzman tchèque Emil Viklicky en concert à Alger

■ Le compositeur tchèque Emil Viklicky, un des pianistes de jazz les plus connus de son pays, s'est produit vendredi soir à Alger dans le cadre du 18<sup>e</sup> Festival culturel européen en Algérie.

Par Par Abla Selles

Accompagné par un trio de saxophoniste, batteur et contrebassiste, le pianiste a gratifié le public d'une palette de pièces et compositions de jazz inspirées du folklore de Moravie, une région d'Europe centrale, faisant partie aujourd'hui de la République tchèque.

Le compositeur qui s'est produit à la salle Ibn-Zeydoun devant un public «*peu enthousiaste*» pour le jazz, a cependant exécuté plusieurs de ses pièces

inspirées du folklore moravien dont «*Adventure in black and Mellow*», «*Aspen Leaf*» et «*after dark*».

Le groupe dont les prouesses techniques du batteur ont impressionné le public, a également interprété des pièces de grands compositeurs du jazz à l'image du pianiste et producteur américain Jeff Lorber et son compatriote contrebassiste Buster Williams.

Alliant musique folklorique de Moravie et jazz, Viklicky se démarque par ses solos subtiles et dynamiques et surtout ses

compositions improvisées et originales.

Considéré comme un des meilleurs pianistes contemporains, Emil Viklicky s'est associé à de grands noms du jazz à travers des concerts qu'il a animés dans plusieurs pays dont l'Allemagne, les Etats-Unis et l'Algérie où il se produit pour la première fois.

Des projections de films, expositions, ateliers d'écriture et de design, des concerts de musique et bien d'autres animations sont au programme du 18<sup>e</sup> Festival culturel européen en



Algérie qui se poursuit jusqu'au 24 mai à Alger et Béjaïa.

Une vingtaine de pays membres de l'Union européenne (UE) dont l'Italie, l'Allemagne, le

Portugal, la Bulgarie, la Grèce et l'Autriche participent à ce rendez-vous annuel organisé depuis 2000 par la délégation de l'UE en Algérie.

A. S./APS

Edition artistique

## Présence de Martinez

Le grand artiste-peintre Denis Martinez, délicat et intellectuellement généreux comme à son habitude, a bien voulu nous transmettre le dernier opus de ses offrandes artistiques, avec ce petit mot d'accompagnement. Nous reproduisons le tout, avec nos remerciements.

Ci-joint le N°5 de mes auto-éditions recto-verso «*LA FENÊTRE DU VENT*» consacré à Mahfoud LAYACHI poète populaire arabo-phonie de Blida avec un texte intitulé «*Khay*» (Mon frère).

Mahfoud LAYACHI, actuellement très malade, a été un des animateurs culturels de la ville de Blida, particulièrement dans le domaine du théâtre.

Il n'a jamais publié ses textes.

Amitié

Denis Martinez



## Rendez-vous culturels

**Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)**

**Jusqu'au 20 mai :** Exposition «*Dhikr Pictural*» de l'artiste peintre Anissa Berkane.

**Musée public national du Bardo (rue Franklin Roosevelt, Alger)**

**Jusqu'au 22 mai :** L'ambassade du royaume des Pays-Bas en Algérie organise l'exposition de photographie «*Culture assaillie*», illustrant l'état des lieux, des monuments, sites et manuscrits ayant une valeur patrimoniale mondiale, qui se trouvaient dans le passé et qui se trouvent toujours en danger à cause des conflits.

**Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie (Alger)**

**Jusqu'au 30 mai :** Exposition de l'artiste calligraphe Salah El Megbed intitulée «*Perles en lettres*».

**Salle Ibn Zeydoun jusqu'au 24 mai :** Festival culturel européen d'Alger.

**Jusqu'au 24 mai :** L'exposition «*Swedish Fashion and Design stories*» donne un aperçu des tendances de ces 15 dernières années.

**Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger (MAMA)**

**Du 13 mai au 13 juillet :** Exposition photographique intitulée *Ikbal/Arrivées* : «*Pour une nouvelle photographie algérienne*».

Cinéma

## Cannes contre Netflix, combat d'arrière-garde ?

Entre l'inflexibilité de la plateforme de vidéo à la demande et le conservatisme de certains secteurs du cinéma français, il est nécessaire de préserver à la fois la diversité de la création et les nouvelles pratiques culturelles.

Les applaudissements qui ont conclu la projection de presse d'Okja, à Cannes, le 19 mai, ont rendu plausible le cauchemar des organisateurs du Festival. Et si le film du réalisateur coréen Bong Joon-ho remportait la Palme d'or ? Non qu'il ne la mérite pas, mais, sauf en Corée du Sud et dans quelques salles américaines et anglaises, Okja ne sera visible que sur Netflix, donc sur de petits écrans.

La plateforme américaine de vidéo à la demande sur abonnement (SVoD, pour reprendre l'acronyme anglais) a produit le film, et sa doctrine est inflexible : «*Le consommateur doit avoir le choix entre regarder un film chez lui ou en salle*», répètent à l'infini les dirigeants de la multinationale, Reed Hastings et Ted

Sarandos, forts de leurs 100 millions d'abonnés de par le monde.

Pour eux, il est possible de faire du cinéma sans en montrer le produit dans une salle. Pour Pedro Almodovar, le président du jury du 70<sup>e</sup> Festival de Cannes, c'est une hérésie. Pour les exploitants français, qui ont obtenu du Festival qu'il inscrive dans son règlement une obligation de sortie en salles pour les films de la compétition à partir de 2018, c'est une impossibilité.

La législation française impose, en effet, un délai de trente-six mois entre la distribution d'un film dans les cinémas et sa mise à disposition sur les plateformes de SVoD. Quant aux propriétaires de salles de cinéma, ils estiment cette période d'exclusivité nécessaire à la préservation de leur secteur d'activité. On peut d'autant mieux entendre cet argument que la France dispose du réseau de salles le plus dense au monde, qui permet l'accès à une offre cinématographique d'une diversité sans com-

mune mesure avec ce que l'on trouve dans le reste de l'Europe et, a fortiori, aux Etats-Unis.

### Habitude de satisfaction immédiate

C'est grâce à cette chronologie des médias, à l'aide aux salles, au Festival de Cannes – autre institution appuyée par l'Etat – bref à tout l'édifice du soutien public au cinéma, qu'en France Ken Loach, Pedro Almodovar ou François Ozon peuvent se mesurer avec Ridley Scott, Michael Bay ou J.J. Abrams. Mais ce système a fini par atteindre ses limites. L'assurance d'une sortie en salles, qui est presque la règle pour les films produits par le système français, n'est plus la garantie de l'accès au public.

Le nombre de titres à l'affiche chaque semaine (souvent une quinzaine), la nécessité pour les salles d'assurer la rotation des films pour garantir une offre renouvelée aux spectateurs assidus, souvent titulaires de cartes

d'abonnement, aboutissent à ce que les films ne fassent que passer à l'affiche, avant même que les spectateurs aient le temps de se décider à les voir. S'ils ne sont pas assez vifs, il leur faudra attendre trente-six mois pour les retrouver sur leur plateforme favorite, un délai incompatible avec l'habitude de satisfaction immédiate des envies qu'a instaurée l'usage d'Internet.

Entre l'inflexibilité de Netflix, qui refuse toute implication publique dans ce qui n'est – pour la multinationale – qu'une affaire de choix individuel, et le conservatisme de certains secteurs du cinéma français, qui refusent de voir que la politique de soutien fait de plus en plus de laissés-pour-compte, il y a de la place pour une négociation collective, tenant compte avant tout de la nécessité de préserver la diversité de la création, mais aussi des nouvelles pratiques culturelles. Faute de quoi le cinéma français risque fort de mener une bataille d'arrière-garde.

Editorial du «*Monde*»



## Coup-franc direct

Le «nifak» footballistique

Par Mahfoud M.

Les masques continuent à tomber dans le milieu footballistique national avec des dirigeants de clubs et autres instances qui persistent à lancer des piques au nouveau président de la FAF. Ils lui reprocheraient, ainsi, de ne pas dialoguer avec eux et de ne pas prendre leur avis sur certaines questions considérées comme très importantes. L'un d'eux est même allé très loin, avouant en plein Agex de la LFP que ce dernier (Zetchi) répondait à chaque appel quand il était président du PAC, alors qu'il ne lui répond plus maintenant qu'il est à la tête de la FAF. Un autre président a affirmé qu'il y a une cassure entre le patron de la Fédération et les responsables de ces clubs, mais il ne dit pas pourquoi. Même le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, y met du sien, avouant que le courant ne passe pas avec le nouveau locataire du palais de Dely Brahim qu'il n'a pas rencontré depuis son intronisation à la tête de la Fédération. Qu'est-ce qui fait courir ces présidents et autres dirigeants ? En fait c'est du «nifak» (hypocrisie) pure et dure puisqu'ils auraient souhaité contaminer le nouveau président de la FAF avec leur manière de penser, leurs attitudes de magouilleurs et de faire plonger dans leurs affaires «nauséabondes». Avec l'ancienne équipe dirigeante de la FAF, ils se croyaient tout permis et pensent en faire de même avec la nouvelle.

M. M.

## Handisport/Championnat national d'athlétisme Le GSP décroche le titre

**LE GROUPEMENT Sportif Pétrolier (GSP)** a remporté le championnat d'Algérie d'athlétisme handisport-2017 (hommes et dames), clôturé vendredi soir au stade annexe du complexe Mohamed-Boudiaf (Alger), en présence du président de la fédération Mohamed Hachefa. Engagé avec plus de soixante-dix athlètes dont plusieurs internationaux et beaucoup de jeunes talents, le GSP a dépassé la barre des 110 médailles dont plus de soixante-dix or, devant Aurès Ettahadi handicapés Batna avec un total de médailles 36 (24 or, 5 argent et 7 bronze)

et Mechaal Abtal Bir Mourad Rais avec une moisson à 31 médailles (18 or, 6 argent et 7 bronze). «Ce classement reste provisoire, car à l'heure où je vous parle, la commission technique est en train de statuer sur les réserves introduites par les chefs d'équipes de certaines associations. C'est à la fin des délibérations de la commission spécialisée, prévues vendredi, que la Direction de l'organisation sportive (DOS) classera les dossiers et rendra publics les résultats définitifs», a déclaré Derradji Harek.

## Athlétisme (100m/haies)/ U18 Araïbia s'illustre en battant le record national

La jeune hurdleuse algérienne, Baya Asma Araïbia, a battu le record national des moins de 18 ans sur 100m/haies avec un chrono de 13,90, réalisé pendant le championnat d'Algérie des épreuves combinées, actuellement en cours à Souk El Tenine (Béjaïa). L'ancien record était détenu par Amina Ferguene, en 13,96, établi le 28 juillet 2006 à Annaba (Est). La sociétaire de la JSM Ben Aknoun (Alger), encadrée par Mouna Zitouni, s'était qualifiée pour les championnats du monde de Nairobi (Kenya) avec un chrono de 14,09, qu'elle a amélioré une première fois en 14,08, puis une deuxième fois en 13,90. Forte de ses 4615 points à l'heptathlon, Araïbia est aussi sur la bonne voie pour égaliser, ou pourquoi pas, battre le record de l'ancienne championne, Azizi Yasmina, qui avait décroché une 5<sup>e</sup> place aux mondiaux de 1991 à Tokyo (Japon). «Le travail, le sérieux et la persévérance sont les principaux atouts d'Araïbia», a témoigné son entraîneur, en soulignant qu'avec «une meilleure prise en charge», son athlète «peut aller très loin».

## Nouveau record d'Algérie pour Ouidad Yesli

La sociétaire de la JSM Ben Aknoun, Ouidad Yesli, a amélioré vendredi son record d'Algérie des moins de 18 ans au lancer de poids (3 kg), avec un jet de 14,18 m pendant le championnat national des épreuves combinées, actuellement en cours à Souk El Tenine (Béjaïa). L'ancien record était détenu par Ghania Touil, avec un jet de 13,77 m, et Yesli l'avait battu une première fois pendant le dernier championnat régional des épreuves combinées, disputé à Alger, avec un jet de 13,93m. Une bonne performance que la jeune lanceuse a confirmé ce vendredi, avec un nouveau jet à 14,18 mètres. Il s'agit du deuxième record national amélioré ce vendredi, après celui de la hurdleuse Baya Asma Araïbia, qui un peu plus tôt dans la matinée avait réussi un chrono de 13,90 sur le 100m/haies. L'ancien record de 13,96 a été établi par Amina Ferguene le 28 juillet 2006 à Annaba (Est), et la sociétaire de la JSM Ben Aknoun (Alger) l'a amélioré pendant le championnat d'Algérie des épreuves combinées actuellement en cours à Bejaia, en 13,90.

## Equipe nationale Alcaraz prépare son premier stage

■ Le coach national, l'Espagnol Lucas Alcaraz, vient de terminer sa tournée européenne de plus de dix jours. Elle l'a mené aux quatre coins du vieux continent pour avoir une idée précise sur les internationaux en plus de leur exposer sa manière de travailler après avoir rencontré la majorité d'entre eux.



Alcaraz satisfait de sa tournée européenne

Par Mahfoud M.

Le sélectionneur des Verts a eu à voir un maximum de joueurs, que ce soit ceux qui ont l'habitude de jouer avec la sélection ou les autres qui ont eu au moins une sélection en EN. L'essentiel pour lui était de recueillir des informations sur tous les joueurs algériens évoluant en Europe pour pouvoir faire passer son message et ainsi gagner du temps avant le premier stage programmé pour le 2 juin prochain, soit à quelques jours du premier ren-

dez-vous de la sélection nationale prévu le 6 du même mois avec le premier match amical face à la Guinée, et le second match comptant pour les éliminatoires de la CAN 2019 face au Togo. Le driver national a, en quelque sorte, préparé le terrain avant ces rendez-vous très importants qui lui permettront d'avoir une idée assez précise sur son groupe avant d'entamer sa tâche à la tête des Verts. Pour revenir au stage, il faut savoir qu'il devait débiter bien avant, c'est-à-dire aux alentours du 30 mai, mais le fait que cela coïncide avec le début du mois de ramadhan, fait

que le coach national a décidé de changer de date et d'opter donc pour le 2 juin, le temps que ses joueurs s'acclimatent avec ce mois de jeûne. Le premier match amical face aux Guinéens est très important puisqu'il lui permettra d'avoir une idée précise sur le groupe et aura donc l'occasion de composer l'équipe avec laquelle il débitera les éliminatoires de la CAN, sachant qu'il souhaite avoir les joueurs les plus performants du moment pour réussir cette première manche.

M. M.

## Championnat d'Algérie amateur Bouzidi soulagé après l'accession en L2

L'accession du RC Kouba en Ligue 2 Mobilis de football, officialisée vendredi, «a été très difficile à obtenir», selon l'entraîneur Youcef Bouzidi, surtout avec «la rude concurrence imposée par l'US Béni Douala», estimant toutefois que cette montée «a été amplement méritée» au vu des efforts fournis. «L'accession n'a vraiment pas été facile. Preuve en est qu'elle ne s'est concrétisée que lors de la toute dernière journée. Le RCK reste cependant un grand club d'Algérie et il mérite donc de se replacer plus haut», a déclaré le Hussein Déen juste après la précieuse victoire de son équipe chez le MB Rouisset (2-0), et qui fut synonyme d'accession. Bouzidi avait affiché un optimisme démesuré, dès la 26<sup>e</sup> journée, quant aux chances d'accession du RCK, estimant que le point du nul (1-1) ramené de chez l'US Oued Amizour plaçait le club banlieusard dans le meilleur couloir pour monter en Ligue 2. «Nos supporters étaient

pour la plupart septiques après le nul à Oued Amizour, mais personnellement, j'étais convaincu du contraire. Je savais dès lors que le RCK venait de franchir un grand pas vers la montée, et c'est ce qui a fini par se confirmer», a expliqué l'entraîneur koubéen. L'accession du RCK est devenue possible après le faux pas de son principal concurrent, l'US Béni Douala, tenu en échec (1-1) chez le MC Mekhadema au cours de la précédente journée. Bouzidi s'est dit «insatisfait» du rendement de son équipe face au MB Rouisset, mais d'après lui «seule la victoire était importante» dans ce match, pour atteindre l'objectif tracé. De son côté, l'expérience capitaine koubéen Hocine Metref a évoqué un «sentiment du devoir accompli» après avoir remplacé le club à sa «juste place» parmi les «clubs professionnels», malgré la rude concurrence de l'US Béni Douala qui, selon lui, «a également réussi un beau parcours»

dans l'ensemble. «La saison a été difficile. Chaque rencontre était semblable à un match de coupe et nous sommes heureux de réussir cette accession, après cinq longues années dans le championnat national Amateur», a ajouté l'ancien milieu récupérateur de l'USM Alger. «Bravo à nous ! Je dédie cette accession à tous les supporters du Raed, ainsi qu'à toutes les personnes qui nous ont soutenus pendant les moments difficiles», a conclu Metref. Ancien pensionnaire de l'élite, le RCK a été relégué en Ligue 2 pendant la saison 2008-2009. Il a passé trois ans au sein de ce palier, avant de rétrograder en Division «Amateur» où il a passé cinq ans (2012-2017). Le club Vert et Blanc, fondé en 1945 est resté dans les annales du football national essentiellement grâce à son école, ayant formé plusieurs joueurs d'exception, tels que Boualem Amirouche, Salah Assad, Mohamed Kaci-Saïd et les frères Aït Chegou.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Animation

### Le méga petit-déjeuner prévu à Alger reporté au 26 mai

LE MÉGA petit-déjeuner qui était prévu vendredi à la place Audin à Alger est reporté au vendredi 26 mai, a annoncé le P/APC d'Alger-Centre, Abdelhakim Bettache. «Nous informons les citoyens que le méga petit-déjeuner qui était prévu pour le vendredi 19 mai 2017 de la place Audin a été reporté pour le vendredi 26 mai et nous nous excusons pour la

gêne causée par le report de l'activité», a indiqué le P/APC sur son compte Facebook officiel. Ce dernier n'a pas donné d'explication sur le report de cet événement alors même qu'un programme d'animation pour enfants avec des spectacles et des jeux était prévu à partir de 7h00 à l'occasion de la manifestation Alger sans voitures.

O. N.

## Tizi Ouzou

### Trois personnes tuées dans deux accidents de la route

TROIS personnes ont trouvé la mort ces dernières 48 heures dans la wilaya de Tizi Ouzou, selon un bilan fourni par la Protection civile. Dans la soirée du vendredi, deux personnes ont été tuées dans un accident survenu à hauteur du pont de Oued Falid (sortie sud-ouest de la ville de Tizi Ouzou). A l'origine du drame, le dérapage suivi d'un renversement d'un véhicule causant le décès de deux jeunes âgés de 26 et 27 ans. Alors qu'une troisième personne, un jeune de 26 ans, a été blessée. Les corps des deux victimes ont été déposés à la morgue du CHU de Tizi Ouzou alors que le jeune blessé a été admis aux urgences du même établissement hospitalier. Les circonstances exactes de l'accident n'ont pas été précisées. La veille, les éléments de la

Protection civile étaient intervenus, vendredi après-midi, sur la RN 15 à hauteur de la décharge communale d'Ain El Hammam, Ait Sidi Ahmed (60 km au sud-est de Tizi Ouzou) pour transférer le corps sans vie d'un homme de 43 ans vers l'hôpital de la même localité après que son véhicule ait fait une chute accidentelle dans un ravin. Aucune indication n'a été fournie par la Protection civile sur les causes de l'accident. Alors que de sources locales nous ont appris, qu'à l'origine de ce drame la chute à une cinquantaine de mètres de ravin d'un fourgon de type Renault Trafic jeudi. Et ce n'est que le lendemain qu'un berger a fait la découverte du véhicule et de son occupant sans vie avant de donner l'alerte.

Hamid M.

## Méditerranée

### Quelque 5 000 migrants secourus en deux jours

QUELQUE 5 000 migrants ont été secourus jeudi et vendredi, y compris pendant la nuit, en Méditerranée, au large de la Libye, au cours de nombreuses opérations organisées par les gardes-côtes italiens et libyens. Le corps sans vie d'un migrant a été repêché, ont en outre indiqué samedi les gardes-côtes italiens, annonçant un nouveau bilan de la dernière série d'opérations de secours. Avec les interventions qui se sont déroulées dans la nuit de vendredi à samedi, ce sont désormais plus de 2 100 personnes à bord de 17 embarcations qui ont été secourues. Un premier bilan annonçait vendredi en fin de journée 1 500 personnes secourues à bord de 13 embarcations. Jeudi, ce sont 2 900 migrants qui avaient été secourus: 2 300 d'entre eux, récupérés dans les eaux internationales, ont pris le chemin de l'Italie, tandis que 580 autres, restés dans les eaux libyennes, ont été reconduits en Libye. Depuis 2016, les départs de Libye se font souvent par vagues: plus de 13 000 personnes secourues en cinq jours

fin mai 2017, 14 000 en quatre jours fin août, 10 800 les 3 et 4 octobre et encore 8 500 à Pâques cette année. Depuis le début de l'année, l'Italie a vu arriver plus de 46 000 migrants sur ses côtes, soit une hausse de plus de 30% par rapport à la même période de l'année dernière. Parallèlement, au moins 1 244 personnes ont trouvé la mort cette année au large de la Libye, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), soit une pour 39 personnes secourues.

Ali Y.

## Skikda

### Un terroriste abattu par les forces de l'ANP

UN TERRORISTE a été abattu vendredi à Skikda dans une embuscade tendue par un détachement de l'Armée nationale populaire qui a également saisi une arme et une quantité de munitions, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une embuscade tendue près de Collo, wilaya de Skikda, un détachement de l'ANP a abattu un terroriste, le 19 mai 2017, et saisi un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions, tandis que trois bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites dans la même wilaya. L'opération est toujours en cours», précise la même source. Par ailleurs, «suite à l'opération menée à Adrar, ayant permis d'éliminer un narcotrafiquant et d'arrêter quatre autres, et de saisir des armes de guerre et 268 kilogrammes de kif traité, et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP a arrêté un cinquième narcotrafiquant et saisi deux véhicules tout-terrain chargés de 264 kilogrammes de kif traité».

K. L.

## BAC 2017 :

### Les appareils numériques interdits en salle d'examen



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Tentatives d'attentats à Béjaïa

### Deux bombes désamorçées à Remila

■ L'un des engins explosifs a été déposé à côté de la mosquée du village située à proximité de la RN 26 et l'autre à proximité d'une cafétéria.

#### Par Hocine C.

Deux bombes de fabrication artisanale ont été découvertes, hier matin, à Remila, dans la commune de Sidi-Aïch, un petit village situé à une trentaine de kilomètres au sud du chef-lieu de Béjaïa, a-t-on appris de source locale. L'un des engins explosifs a été déposé à côté de la mosquée du village située à proximité de la RN 26 et l'autre à proximité d'une cafétéria. Les poseurs de bombes

semblent vouloir provoquer un véritable carnage, autrement dit faire plusieurs victimes en posant les engins explosifs à ces deux endroits qui sont très fortement fréquentés le matin par les fidèles et les usagers de la RN 26 et en général par les voyageurs. Des riverains qui ont découvert les deux bombes ont donné l'alerte et ont permis ainsi d'éviter un attentat terroriste dans la région. Des démineurs de l'Armée nationale populaire

ANP, appuyés par d'autres éléments des différents services de sécurité ont vite investi les lieux et désamorçé les deux engins. Un périmètre de sécurité a été mis en place et la circulation automobile de la RN 26 a été déviée. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour identifier le ou les poseurs de bombes qui auraient pu faire un carnage n'était la vigilance des riverains.

H. C.

## Championnat de France

### Ghezal va prolonger avec Lyon

L'international algérien de Lyon Rachid Ghezal dont le contrat expire cet été va bientôt remplir pour quatre ans à l'OL, d'après les informations relayées samedi par le site spécialisé Goal.com. Quasiment une année après le début des négociations, le milieu offensif algérien devrait finalement prolonger son contrat avec son club formateur. Alors que les discussions avaient pris des tournures négatives ces derniers mois et

qu'un départ semblait de plus en plus certain, le joueur de 25 ans a reçu une offre de quatre années supplémentaires assorties d'émoluments à la hauteur de ses attentes, affirme la même source. Vendredi en fin d'après-midi, après que le directeur général du club rhodanien a organisé le rendez-vous, c'est le président Jean-Michel Aulas qui a en personne rencontré l'entourage de Rachid Ghezal afin de transmettre l'offre attendue et une proposition de prime à la signature attirante, précise Goal.com. Comme il l'a souvent répété lors de ses prises de parole, le natif de Décines privilégie depuis le début une prolongation qu'il devrait en tout état de cause accepter, en dépit des sirènes de l'étranger qui résonnent encore en Angleterre et en Italie. Avec une signature attendue donc jusqu'en 2021, l'OL bouclera dans les prochains jours un de ses dossiers.

Racim S.

